T2137 - 336 - 4,00 F

le monde libertaire

hebdomadaire

rédaction
administration
3 rue ternaux
75011 paris
tel: 805 34.08
ccp publico
1128915 paris

N°336 JEUDI 13 DECEMBRE 1979 4 F

Organe de la Fédération Anarchiste

(Adhérente à l'Internationale des Fédérations Anarchistes)

BIBLIOTHÈQUE DE PARIS B.D.I.

IRAN : LA CORDE RAIDE

Editorial

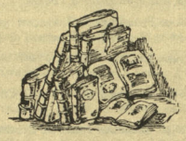
En Iran, la semaine qui vient de s'écouler, a été instructive, et les étudiants qui enserrent l'ambassade américaine pourraient reprendre, à juste titre, le slogan de leurs collègues parisiens : « élections, piège à cons ! ». La moitié de la population a refusé de se rendre aux urnes pour défiler l'ayatollah Khomeiny. Cet échec, comme s'était à prévoir, en désacralisant l'iman, a ouvert la voie à la lutte pour le pouvoir ! Lutte pour le pouvoir qui se greffe sur des aspirations profondes qui sont le refus d'une république coranique, théocratique, dominée par un seul homme, et plus encore, sur l'aspiration au fédéralisme politique de cette macédoine de peuples qui refusent d'être dominés par une seule interprétation du culte et par un seul nationalisme, le nationalisme persan ! Nous avons vu, venu du nord du pays, apparaître un nouvel ayatollah, un certain Chariatmadari ! D'autres apparaîtront, puis disparaîtront au hasard des fluctuations politiques, démontrant qu'en orient comme en occident, tous cléricalismes masquent sous les versets de la foi des aspirations en faveur d'une caste.

Khomeiny a senti le danger que représentait l'appétit pour le pouvoir de tous ces personnages « pieux », et il a rameuté ses troupes en les faisant grimper sur les toits. En attendant, bien sûr, de faire faire les pieds au mur à tous ces abrutis qui, comme les grenouilles, cherchent un roi. La seconde phase de cette « révolution » iranienne vient de débuter. En s'engageant dans la politicaillerie, les mollahs ont pris le chemin qui les conduira immanquablement à Thermidor, après, naturellement, un massacre de foule. Il est vrai que ces « saints » personnages pourraient reprendre la formule qui fit fortune chez nous, pendant le Moyen-Age : « Tuez-les, tuez-les tous, Dieu reconnaîtra les siens ! ». Mais, en dehors de ce processus qui n'a même pas l'originalité d'être nouveau et qui remonte à la nuit des temps, un problème se pose, celui des étudiants qui entourent l'ambassade américaine ! Coalition ou cohue se mêle dans un gauchisme turbulent, cimenté par la foi, c'est ce gauchisme-là qui doit attirer notre attention.

A propos de cette prise d'otages, on a parlé d'une initiative des étudiants ? Disons plutôt que cette action qui pouvait se réclamer de « l'esprit étudiant », qui s'est manifesté, depuis une dizaine d'années en occident, et qui fut peut-être animé par des étudiants, a servi d'abcès de fixation à de multiples groupes politiques de gauche ou gauchistes, qui ont trouvé, à travers ce combat « exemplaire », les possibilités de se manifester, sans risquer les foudres du syndicat des mollahs, dominé par Khomeiny. Dans quelle mesure ces « étudiants » participent-ils au grand dévoiement mystique auquel nous assistons ? C'est difficile à dire, mais ce qui est incontestable, c'est que leur mépris du pouvoir, leur refus d'obtempérer aux ordres des ministres, prennent leurs sources autre part que dans les versets du Coran, et débordent largement cette foi de charbonnier qui conduit les foules aux pitreries que leur imposent les ayatollahs. Dans la situation particulière où se trouve le pays, que ceux qui tirent les ficelles de ce groupe d'«étudiants», aient cru devoir s'abriter derrière Khomeiny, pour mener une politique gauchiste, voilà qui n'a rien d'original. Sans structure idéologique, entièrement axé sur « l'action », le gauchisme, partout où il s'est manifesté, s'est camouflé sous des étiquettes « rassurantes ». Gauchisme marxiste ici, gauchisme religieux là, gauchisme nationaliste autre part, le gauchisme s'est servi de tous les masques à sa disposition, y compris le masque anarchiste, pour se manifester, uniquement préoccupé des situations à exploiter. Un peu partout, l'illusion s'est rapidement dissipée et les formations dont ces gauchistes se réclamaient, d'abord flatter de voir cette jeunesse turbulente se rallier à leur idéologie, ont réagi violemment. Il se pourrait bien qu'il en soit ainsi en Iran et que l'ayatollah Khomeiny, échaudé par son échec électoral, renvoie tous ces jeunes gens dans leur faculté... un peu brutalement au besoin.

Il semble que le but des « étudiants », et ce qui explique leur politique, c'est le procès des otages. Une fois de plus, leur légèreté et leur manque de réflexions annuleront tous leurs efforts. Le procès du personnel de l'ambassade, au lieu de déstabiliser le pays et de déstabiliser le monde occidental, ce qui est visiblement le but de leurs efforts, resserrera les liens entre les pays menacés dans leur énergie et les pays du Tiers-Monde, à économie précaire, et qui dépendent des pays occidentaux. ; et, après une phase tumultueuse, resserrera également les liens entre les politiciens Iraniens. Pourtant, ces « étudiants » qui se sont emparés des archives de l'ambassade, avaient une autre carte à jouer. C'était le procès, non des hommes, mais celui de l'Amérique impérialiste, et ils pouvaient le faire à partir de documents irréfutables ! Ils le feront, nous direz-vous ? Certainement ! Mais s'ils font en même temps le procès du personnel, qu'ils condamnent et qu'ils exécutent des hommes, et le retentissement humanitaire sera tel que le procès, justifier celui-là, de l'impérialisme américain passera inaperçu, et une fois de plus, on verra le gauchisme, quelle que soit sa nature, se laisser conduire par un paroxysme désagrégateur de ses propres valeurs.

Naturellement, on peut regretter cette politique qui laisse le champ libre aux politiciens bavards de l'orient et à ce cléricalisme fanatique qui a envahi les cerveaux fêlés de ces ayatollahs barbus. Mais ce qui est encore plus regrettable, c'est que les « astuces cousues de fil blanc » des « étudiants » remettront en selle un des dogmes les plus néfastes de ceux qui, depuis les origines, obscurcissent le cerveau des hommes. En Iran, les ayatollahs, à la recherche du pouvoir, ne reculeront devant aucun des moyens propres aux politiciens pour assouvir leurs passions, et les « étudiants » seront l'os à jeter à la foule, lorsque celle-ci, fatiguée et essouflée, réclamera la « pose » ! Disons, si ça peut les consoler que les « étudiants » seront alors dans « le vent de l'histoire » qu'un autre barbu leur a enseigné et qui consiste à construire sur le cadavre des miséreux les sociétés qui, sous une autre forme, continuent d'opprimer les hommes. S'ils veulent échapper à tous les « fatalismes » religieux ou laïques que les barbus en tous genres leur promettent, il serait bon que les révolutionnaires, en Iran, « étudiants » ou pas, retrouvent rapidement leur second souffle.



POUR LES FETES DE FIN D'ANNEE PENSEZ A OFFRIR UN CADEAU UTILE ACHETEZ VOS LIVRES A LA LIBRAIRIE PUBLICO 3 rue Ternaux 75011 Paris

FOP. 2520

Liste et permanences des groupes de la Fédération Anarchiste

PROVINCE

AISNE : SOISSONS
ALLIER : MOULINS
ALPES-MARITIMES : GROUPE DÉPARTEMENTAL
AUBE : TROYES
B.-D.-R. : MARSEILLE-AIX
DOUBS : BESANÇON
EURE-ET-LOIR : GROUPE BEAUCERON
GARD : GROUPE DÉPARTEMENTAL
GIRONDE : BORDEAUX-CADILLAC
HTE-VIENNE : LIMOGES
ILLE-ET-VILAINE : RENNES
INDRE-ET-LOIRE : TOURS
ISÈRE : GRENOBLE

LOT-ET-GARONNE : FUMEL-AGEN
MAINE-ET-LOIRE : ANGERS
MANCHE : ST-LÔ
MORBIHAN : LORIENT
NIÈVRE : NEVERS
NORD : MAUBEUGE—VALENCIENNE
ORNE : LA FERTÉ macé-FLERS
PYRÉNÉES-ATLANTIQUES : BAYONNE-BIARRITZ
RHÔNE : LYON
HAUTE-SAVOIE : ANNECY-ANNEMASSE
SEINE-MARITIME : ROUEN-LE HAVRE
SOMME : AMIENS
TARN-ET-GARONNE ET AVEYRON : VILLEFRANCHE DE ROUERGUE
VAR : RÉGION TOULONNAISE
YONNE : FÉDÉRATION DÉPARTEMENTALE

BELGIQUE
SUD-LUXEMBOURG

*

* *

LIAISONS PROFESSIONNELLES

– LIAISON INTER-ENTREPRISES DES ORGANISMES SOCIAUX
– LIAISON DES POSTIERS
– LIAISON DES CHEMINOTS
– LIAISON DU LIVRE
– CERCLE INTER-BANQUES

RÉGION PARISIENNE

PARIS : 11 groupes répartis dans les arrondissements suivants : 2e, 5e, 6e, 7e, 10e, 11e, 13e, 14e, 15e, 16e, 18e, 19e, 20e.

BANLIEUE SUD
– FRESNES-ANTONY
– FRESNES NORD, L'HAY
– MASSY PALAISEAU

– ORSAY BURES
– SAVIGNY SUR ORGE
– CORBEIL ESSONNES
– DRAVEIL
– THIAIS, CHOISY
– ST MICHEL SUR ORGE
– VILLEJUIF
– MAISONS-ALFORT, ALFORTVILLE

BANLIEUE EST
– GAGNY, NEUILLY SUR MARNE, CHELLES
– MONTREUIL, ROSNY

BANLIEUE OUEST
– NANTERRE, RUEIL
– VERNEUIL, LES MUREAUX

BANLIEUE NORD
– VILLENEUVE LA GARENNE, ST-OUEN
– ASNIÈRES
– COURBEVOIE, COLOMBES
– SEVRAN, BONDY
– ARGENTEUIL

LIAISONS

De Aubenas, La Rochelle, Saintes, Hénin-Beaumont, Marennes-Oléron, Salon, Ardennes, Grasse, Vierzon, Bégard, Concarneau, Brest, Montpellier, Bourgoin, Orléans, Cherbourg, Chinon, Chaumont, St-Sever, Vendôme, Toulouse, Blois, St-Étienne, Le Puy, Laval, Metz, Creil, Clermont-Ferrand, Nord Seine-et-Marne, Maule, La Roche/Yon, Montauban, Poitiers, Nord de la Hte-Vienne, Épinal, Noyon, Florac, Ajaccio, Bastia, Angoulême, Firminy, Nantes, Mulhouse.

****

Groupe de Troyes : *les 1er et 3e mardis de chaque mois, de 19 à 21 h, 17 rue Char. les Gros (1er porte à gauche).*

Groupe de Tours : Pour tout contact écrire à Claude Garcera, B.P. 2141, 37021 Tours Cédex.

Groupe de Rennes : *le mardi soir à partir de 20 h. à la MJC La Paillette.*

Groupe libertaire d'Angers : *tous les vendredis de 17 à 19 h. à la librairie La Tête en Bas, 17 rue des Poëliers à Angers.*

Groupe de Marseille : *le samedi de 14 à 16 h. au local « Culture et Liberté », 72 Bd Eugène Pierre à Marseille.*

Groupe Hédonien de Fumel : *point de rencontre possible au bar de l'Arnaque, 17, rue Léon Jouhaux, tous les soirs après 21 h.*

Région toulonnaise : *le samedi de 15 h. 30 à 19 h. au local du Cercle Jean Rostand, rue Montebello à Toulon.*

Groupe Proudhon de Besançon : *au local du groupe, 97 rue Battant, le mercredi de 18 h. 15 à 20 h. et le samedi de 15 à 17 h.*

Groupe Eugène Varlin : *Petite salle du Patronage laïc, 72 avenue Félix Faure, (15e), métro Boucicaut, tous les mercredis de 19 à 20h.*

Groupe du Havre et région « L'Entraide » : *dans les locaux du CES, 16 rue Jules Tellier, 76 000 Le Havre, permanences le lundi, mercredi, samedi de 18 à 19 h.*

Groupe Sébastien Faure de Bordeaux : *le mercredi de 18 à 20 h. et le samedi de 14 à 18 h., en son local 7 rue du Muguet à Bordeaux.*

Groupe d'Amiens : *peut être contacté en écrivant à B.P. 7 - 80 330 Longueau.*

Groupe Élisée Reclus d'Aix-en-Provence : *tous les samedis de 10 à 13 h. à la table de presse tenue devant le Palais de Justice, et tous les mercredis de 10 à 16 h. dans le hall de la Fac de Lettres.*

Groupe de Rouen : *le samedi de 15 à 17 h., rue du Gros Horloge.*

Liaison St-Étienne : *tous les jeudis à partir de 19 h., au local CNT-SIA à la Bourse du Travail, 15 cours Victor Hugo à St-Étienne.*

Groupe Jacob : *le lundi de 18 à 20 h. et le samedi de 14 à 16 h., au 51 rue de Lappe, Paris 11e.*

Groupe Louise-Michel : *le lundi de 18 à 20 h., le mercredi de 16 à 19 h. (en même temps que la permanence du collectif IVG), le samedi de 17 à 19 h., 10 rue Robert Planquette, Paris 18e.*

Groupe Emma Goldman : *le jeudi de 17 à 20 h. et le samedi de 16 à 18 h., 51 rue de Lappe, Paris 11e.*

Groupe Voline : *26 rue Piat, paris 20e, tous les samedis de 14 à 16 h.*

Groupe La Boétie : *les seconds et quatrièmes mercredis de chaque mois à 20 h. 30, Centre administratif, mairie d'Asnières.*

Groupe Soleil noir de Cadillac : *tous les samedis de 14 à 19 h, 26 rue de Branne à Cadillac (salle de l'ancien CES).*

Groupe Fresnes-Antony : *tous les jours de 10 à 20 h., le dimanche de 10 à 13 h., 34 rue de Fresnes à Antony (Tél. 668-48-58).*

Groupe d'Argenteuil : *tous les samedis de 15 h 30 à 18 h 30, 28 rue Carème Prenant à Argenteuil (au fond de la cour).*

Groupe libertaire de Sevran-Bondy : *adresse postale : Cercle d'Etudes Libertaires, Centre Alfa de Bondy, 3 allée des Pensées - 93140 Bondy*

Permanence des Relations Intérieures de 14 à 17 h

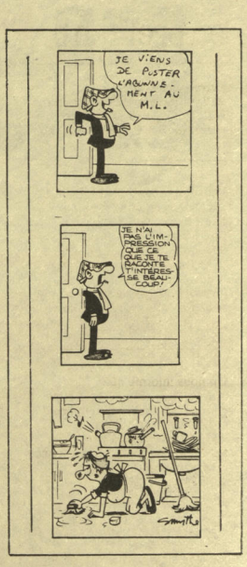
On ne le trouve pas à la Samaritaine

Le groupe de Bordeaux vient d'éditer un calendrier pour l'année 1980, avec des dessins de J.P. DUCRET sur des thèmes chers aux révolutionnaires.

Ce calendrier est en vente à Publico au prix de 20 F l'unité (+ 3,50 F de frais de port si vous désirez vous le faire expédier).

Vous pouvez vous le procurer directement auprès du groupe de Bordeaux, 7 rue du Muguet à Bordeaux ou le commander à cette même adresse où l'on vous fera une remise de 25% à partir de 5 exemplaires commandés. Les règlements effectués auprès du groupe de Bordeaux doivent être faits à l'ordre de G. Durou.

Le groupe Maurice Fayolle de Tours vient d'éditer une série d'enveloppes, format 22/11cm, avec l'emblème de la Fédération Anarchiste : le drapeau noir « Ni dieu ni maître » et la phrase de Louise Michel : « Le pouvoir est maudit, c'est pour cela que je suis anarchiste ».
Les tarifs sont de 10 F pour 50 env., 19 F pour 100 env., 36 F pour 200 env., port compris.
En vente à Publico, et pour toute correspondance, écrire à Claude Garcera BP 2141, 37021 Tours Cédex.



COMMUNIQUÉS

Le groupe de la région toulonnaise assure tous les dimanches matin, au marché aux Puces de Toulon (La Valette), une vente du Monde Libertaire, ainsi que de livres, brochures, etc.

Tous les sympathisants libertaires ou individus intéressés, habitant Cergy-Pontoise ou proche région, peuvent contacter les Relations Intérieures, en vue de créer un groupe.

Le groupe ROUGE Y NEGRO de Domont annonce sa création et appelle les sympathisants de la région à venir le rejoindre. Pour tout contact, soit par les R.I., soit sur le marché de Domont tous les dimanches.

Un groupe est en formation sur Évreux. Les personnes de la région qui sont intéressées peuvent le contacter par l'intermédiaire des Relations Intérieures.

La liaison de Montpellier et l'Hérault appelle tous les sympathisants et camarades intéressés par la relance des activités de celle-ci et dans le but d'affirmer notre éthique spécifique anarchiste auprès de la population, à se constituer en groupe de la Fédération Anarchiste sur la région. Thèmes travaillés actuellement : l'éducation anti-autoritaire, la lutte anti-nucléaire, la société anarchiste (par ex., indiens Sioux, Espagne 36, mouvement makhnoviste) et enfin la lutte des femmes contre la domination phallocratique et l'exploitation capitaliste.

Les camarades anarchistes intéressés par la création d'un groupe sur Plessis-Robinson et ses alentours (92) peuvent prendre contact par l'intermédiaire des Relations Intérieures.

Le groupe communiste libertaire de Valenciennes invite tous les anarchistes et sympathisants de la région, à le contacter par l'intermédiaire des Relations Intérieures.

Le groupe du 14e appelle ses sympathisants à le contacter par l'intermédiaire des Relations Intérieures.

Le groupe de Cadillac informe qu'à partir du mois de décembre, il assurera tous les vendredis matin une vente du Monde Libertaire, au marché de Langon, ainsi que tous les samedis matin au marché de Cadillac.

Directeur de la publication
Maurice Laisant
Commission paritaire n° 55 635
Imprimerie «Les marchés de France»
44, rue de l'Ermitage, Paris 20e
Dépot légal 44 149 - 1er trimestre 1977
Routage 205-Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

ABONNEZ-VOUS

A l'occasion des Jeux Olympiques le groupe Commune de Kronstadt vient d'éditer une affiche

A Moscou comme ailleurs...
Solidarité avec la lutte de classe du prolétariat international

Elle est en vente à Publico au prix de 0,70 F l'unité à partir de 10 exemplaires 2 f l'unité en dessous de 10 ex.

A l'occasion des Jeux Olympiques le groupe Sacco-Vanzetti a édité une affiche

Moscou 80
Un record olympique !
Après une révolution trahie 60 ans d'exploitation capitaliste...
...60 ans de dictature marxiste...

Elle est en vente à Publico au prix de 2 F l'unité au-dessous de 10 ex. et de 0,60 F à partir de 10 ex.

Le groupe anarchiste Maurice Fayolle de Tours organise le JEUDI 13 DECEMBRE un Cercle d'Etudes Libertaires réservé aux sympathisants sur le thème
Historique du fédéralisme autogestionnaire
à 20 H salle 108
Faculté des Lettres de Tours

Le groupe Cergy-Bondy vient d'éditer deux autocollants destinés à soutenir LE MONDE LIBERTAIRE
Ils sont vendus au prix de 1 F l'unité en dessous de 50 ex. 7,50 F à partir de 50 ex.
Adresser toute commande à PUBLICO

Le groupe libertaire de Marseille organise LE VENDREDI 14 DECEMBRE à 20 H 30 au local de la Libre-Pensée 11 rue St Vincent de Paul à Marseille un exposé suivi d'un débat sur Les Jeux Olympiques de Moscou, le boycott... et invite les libertaires désireux de soutenir une campagne sur le boycott de ces jeux à venir nombreux

Le groupe Fresnes-Antony organise en son local 34 rue de Fresnes (métro Antony) une réunion de formation anarchiste
LE JEUDI 13 DECEMBRE
à 20 H 30
sur le thème
LES BASES SOCIOLOGIQUES
de l'anarchisme

Le groupe libertaire de Marseille organise en son local (72 Bld Eugène Pierre à Marseille) pendant ses permanences des réunions-débats à 14 H SAMEDI 15 DECEMBRE Intervention des anarchistes dans le milieu ouvrier

Le groupe libertaire Sevran-Bondy informe ses sympathisants qu'une information-débat sur l'autogestion dans l'Espagne révolutionnaire aura lieu le
SAMEDI 15 DECEMBRE à 15 H au Centre Alfa 3 allée des Pensées (sur RN 3) à Bondy (93)

LE MONDE LIBERTAIRE
Rédaction-Administration: 3 rue Ternaux 75011 Paris
Tél. 805.34.08 CCP Publico 11289-15 Paris

TARIF

	France	Sous pli fermé	Etranger
3 mois	50 F	78 F	55 F
6 mois	95 F	150 F	110 F
12 mois	180 F	280 F	210 F

* Tarif Etranger: RFA, Benelux, Suisse, Italie, Canada

Abonnez vous

BULLETIN D'ABONNEMENT
à retourner 3 rue Ternaux 75011 Paris (France)

Nom..... Prénom.....
N°..... Rue.....
Code postal..... Ville.....
à partir du N°..... (inclus). Pays.....

○ Abonnement ○ Réabonnement
Règlement (à joindre au bulletin):
○ Chèque postal ○ Chèque bancaire ○ Mandat-lettre
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4F en timbre-poste.

en bref...en bref...

Permanence objection et antimilitarisme tous les mercredis à 18 H 30, 11 rue des deux marchés 63000 Clermont-Ferrand.

Pour lutter contre les expulsions de plus en plus nombreuses des travailleurs immigrés, les contrôles d'identité racistes, les tortures dans les commissariats, le bi-mensuel *Sans Frontière* va bientôt changer de formule pour devenir hebdomadaire.

On nous informe que Marc Fillme est passé en appel pour renvoi de livret militaire le 12 décembre à 14 h au tribunal d'Aix-en-Provence. Le 1e verdict avait été : « coupable mais dispensé de peine ».

Dernière minute : Nous apprenons que Marc Babuty et Fabrice Liégard, deux inculpés du procès des « 5 de la rue de Passy », les plus lourdement condamnés (4 ans dont 3 ans fermes) passent en appel le 13 décembre à la Xe Chambre de Paris. Ne laissons pas le temps et l'oubli permettre à l'État d'appuyer sa politique répressive.

Sommaire

PAGE 1
Editorial
PAGE 2
Activités F.A.
PAGE 3
En bref
Canabis et prison
Golfech R.A.S.
PAGE 4
Elections prud'homales
Avortement-contraception
Chronique du goulag ordinaire
PAGE 5
Culture : consensus et répression et contestation
PAGE 6
Informations internationales
Page 7
Liste des livres en vente à Publico
Cinéma
PAGE 8
Il était une fois Libé

PUBLICO
vous propose
des collections reliées
par 10 numéros du
MONDE LIBERTAIRE
au prix de 6 F
(plus frais de port)

M.L. mensuel :
Collections 74/75 de juillet à juin, 75/76 de juillet à juin, 76/77 de juillet à août.

M.L. hebdo :
par 10 numéros d'octobre 77 à octobre 79.
Vous pouvez également acheter le *Monde Libertaire* au numéro à partir de mars 71. Prix 3 F.

Amis lecteurs

Le Congrès d'Antony a confirmé la nécessité de trouver un nouveau local pour PUBLICO qui est essentiel à notre organisation.

Il est bien évident, pour tous, que perdre un élément de cette valeur serait mettre - à moyen terme - l'existence du *Monde libertaire* lui-même en péril.

A plusieurs reprises, nous vous avons entretenus de ce problème dans nos « Amis Lecteurs ».

Aujourd'hui, lancer un cri d'alarme ne suffit plus. C'EST UNE VERITABLE CAMPAGNE POUR PUBLICO QUI DOIT DEBUTER !

Nous avons constaté l'effort que peuvent réaliser l'ensemble de nos sympathisants lors du lancement de l'hebdomadaire.

Il est certain que le rôle de PUBLICO est plus discret, moins évident, surtout pour les camarades de province.

IL N'EN EST PAS MOINS ESSENTIEL.

La vie du *Monde Libertaire* est intimement liée à celle de PUBLICO.

Il ne faut pas se leurrer.

SANS PUBLICO, C'EST TON JOURNAL, LE *MONDE LIBERTAIRE* QUI EST, A MOYEN TERME, COMPROMIS.

C'est pourquoi nous te demandons de renouveler l'effort que tu as fait lors du lancement de l'hebdomadaire.

C'est de 350 000 F dont nous avons besoin pour acquérir un local suffisamment important pour Publico. Cela semble important , mais pas impossible à réaliser.

Rappelons-nous qu'il y a deux ans, nous avons réussi à obtenir 300 000 F de dons pour le *Monde Libertaire*

Aujourd'hui, nous appelons à une souscription de dons et de prêts pour PUBLICO, et nous sommes persuadés que nous pouvons arriver à réunir la somme dont nous avons besoin.

Si vous pouvez nous prêter une somme, en nous précisant les conditions que vous y mettez (en particulier à quelle date vous désirez être remboursés), n'hésitez pas.

Si nous pouvons acquérir un local plus grand et mieux placé pour PUBLICO, les sommes que nous consacrons actuellement au loyer pourront être réservées aux prêteurs.

Dès aujourd'hui, envoyez-nous vos dons, vos prêts, Aussi minimes soient-ils, ils sont essentiels.

POUR QUE L'ANARCHISME ACCROISSE CONTINUELLEMENT SON AUDIENCE.
POUR QUE PUBLICO S'AGRANDISSE.
POUR QUE LE *MONDE LIBERTAIRE* VIVE.
PARTICIPEZ PAR DES DONS ET DES PRÊTS A LA SOUSCRIPTION POUR L'ACQUISITION DE NOUVEAUX LOCAUX POUR PUBLICO.

Salutations anarchistes
Les administrateurs
H. TRINQUIER-J.P. GIRAUD

Souscription

Larsen	220
Garcia	20
Tonnelier	200
Paul	300
Janète	300
Gabrielle	30
Debieu	100
Rodriguez	250
Gueit	20
Publico	300
Gault	18
Le Guienne	50
Bruxelles	100
Faure	20
Repkat-Haro	40
Ribeyron	100
Gr. de Rennes	200
Drovet	50
Gr. de Cadillac	150
Bry	100
Charlin	150
Gr. Jacob	380
Beaufils	50
Babin	50
Hardy	40
Marché	70
Pierre Henry	50
Sautel	50
Nicolas	20
Chatry	40
Liaison St. Etienne	200
Gr. Sacco-Vanzetti	350
Richard J.C.	100
Maillard	35
Marynus	11
Gr. Orsay	1000
Pieters	64
Gr. Jacob	790
Lefèvre	100
Lopez	17
Publico	110
Planas	320
Raynaud	44
Gr. Sevran-Bondy	500
Collico	67
Gérard	27
Gr. Pelloutier	1000
Liaison Oléron	124
Liaison Nord Hte-Vienne	74
Liaison Vendôme	24
J. Rossel	100
N. Cusset	250
J.C. Richard	50
Liaison Montauban	60
Gr. Thiais	100
Gr. La Ferté-Macé-Flers	16
Liaison Saintes	8
Planquois	24
Gr. Ni dieu ni maître (Angers)	74
Total	8207

Souscription Local

Devriendt	50
Gr. Sevran-Bondy	800
Gr. Antibes	37
Liaison Nord Hte-Vienne	300
Chenard P.	1000
Kipper P.	500
Gr. de Tours	500
Jean-Jacques	1000
Gr. Varlin	650
Total	4837

GOLFECH R.A.S. !

Rien à signaler de particulier en effet pour ce week-end de manifestation à Golfech. Cercueil de nos illusions ? Pour pas mal de gens, peut-être, sûrement plus pour nous. En effet, à quelle détermination pouvait-on s'attendre, quand l'on sait que les élus locaux (PS et Mrg) détiennent quasiment tout le monopole de la lutte anti-nucléaire ? institutions sur lesquelles elle s'appuie. On connaît la rengaine...! En effet, un autre intervenant précisa qu'il n'était pas question de faire le procès des fonctionnaires de l'État, ce qui entraîna des réactions de la part des libertaires présents, réactions contrastant avec la presque totalité du public applaudissant à tout rompre les pantins de la tribune. Que dire de plus ? La

Le samedi après-midi, une manifestation en voiture de Valence d'Agen nous amena à la sous-préfecture de Castelsarrazin, où quelques 300 à 400 personnes exigèrent l'annulation de l'enquête d'utilité publique. Démarche qui, bien entendu, resta vaine. On brûla ensuite une symbolique « centrale nucléaire » sur la place principale, pendant que les manifestants s'allongeaient sur le sol au milieu du mugissement de quelques sirènes. Une marche autour de Castelsarrazin termina cet après-midi, avec les inévitables bombages anti-nucléaires sur les murs de la ville et la « descente » de la vitrine EDF.

Dimanche, meeting à 14 h à Valence d'Agen : à la tribune (pour la photo sûrement !) tous les élus des quelques villages avoisinnants et opposés à la centrale sont présents, dont en particulier, le député-maire MRG, Baylé, critiquant davantage la caste dirigeante actuelle que les marche jusqu'à Golfech qui s'ensuivit, se déroula de façon traditionnelle : élus locaux en tête, appel à l'auto-discipline (tout de même avec un service d'ordre !), autodafé de dossiers d'enquête bidons. Le moment le plus solennel (!) de cette manifestation fut l'inauguration d'un monument à la résistance anti-nucléaire avec défilé devant celui-ci...! Le seul fait positif de cette journée fut le refus d'une bonne partie des manifestants de se limiter seulement au jeu des politiciens, refus se traduisant par une marche vers le site de la centrale. Action qui, tout de même, tourna court du fait du manque de détermination des gens présents.

Journée fort triste où les libertaires, en assez grand nombre toutefois, auraient pu intervenir plus efficacement avec une meilleure coordination. Leçon à retenir...

Groupe S.FAURE de Bordeaux

CANABIS et PRISON

Si en France on chasse avec frénésie les nombreux fumeurs d'herbe, au sinistre hit-parade du terrorisme étatique, judiciaire et policier, les représentants de l'Ordre turque paraissent détenir une place d'honneur. L'histoire de Francis Lamaignière, un jeune Français, condamné à trente ans d'emprisonnement pour la possession de onze grammes de hash, semble le démontrer.

Alors que les policiers qui l'ont arrêté, cultivent, fument et offrent du canabis, Francis, depuis deux ans, se trouve emprisonné dans des conditions effroyables. « La prison fait de moi un homme révolté contre l'injustice et contre les hommes qui décident si je dois vivre ou non », écrit-il de son cachot d'Istambul, dans une lettre publiée dans « Libération ».

Entre les murs froids de sa prison, entre les griffes des maîtres, face à la corruption, l'arbitraire, devant l'horreur de ne pouvoir vivre libre, au bout de cette sordide logique autoritaire qui consiste toujours à nier, à humilier, à blesser au plus profond l'individu, Francis Lamaignière a besoin de notre aide. Dans le radical combat que nous menons, sans frontière, au côté de tous les taulards, afin de briser toutes les chaînes, puisqu'il ne peut compter sur l'aide de la section française des Affaires Étrangères qui s'occupe de son cas, nous devons obtenir la libération de cet homme qui aspire à la vie, contre les chantages des pouvoirs.

« La lutte que je mène avec tous ceux qui, en France, me soutiennent, me donne de la force et du courage d'espérer. J'ai tellement envie d'avoir de l'espoir que je demande qu'on m'aide. Il n'y a que par la lutte qu'on arrivera à me sortir ».

Son adresse à la prison turque est : Francis Lamaignière, Bayrampasa, Sagmaceilar Cezaevi Turustler Kons. B7, Istambul - Turquie

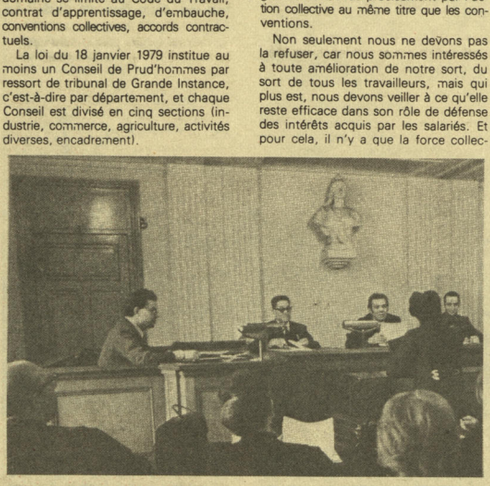
Arthur PELUCRE

ELECTIONS PRUD'HOMALES

Tout salarié peut avoir, demain, à saisir le Conseil des Prud'hommes, à la suite d'un différend avec son employeur.

Chacun sait que les Conseils de Prud'hommes sont une juridiction d'exception; puisqu'ils n'ont compétence que pour les litiges individuels du travail, et qu'ils sont composés paritairement de salariés et d'employeurs. Leur domaine se limite au Code du Travail, contrat d'apprentissage, d'embauche, conventions collectives, accords contractuels.

La loi du 18 janvier 1979 institue au moins un Conseil de Prud'hommes par ressort de tribunal de Grande Instance, c'est-à-dire par département, et chaque Conseil est divisé en cinq sections (industrie, commerce, agriculture, activités diverses, encadrement).



Les jugements des Conseils de Prud'hommes sont rendus en dernier ressort lorsque les litiges sont d'un montant inférieur à 3600 F ; dans ce cas, un pourvoi devant la Cour de cassation est possible. Lorsque le montant du litige porte sur une somme supérieure à 3600 F, les jugements sont rendus en premier ressort. Un appel est alors possible.

Lors de la conciliation, les Prud'hommes peuvent astreindre les patrons à verser des provisions dans la limite des trois derniers mois de salaire.

Les conseillers prud'homaux sont élus pour 6 ans par les travailleurs et les employeurs, votant dans des collèges distincts. Leur mandat est renouvelable par moitié, tous les 3 ans. L'élection se fait au scrutin de liste.

A cette définition plus que succincte, pour mieux situer le problème, il faut dire que la juridiction prud'homale a une longue histoire liée à celle du mouvement ouvrier. Certains la font remonter au Moyen-Age avec *Le Livre des Mestiers* de Boileau. En fait, c'est au XVIe siècle à Lyon, pour régler les différends entre ouvriers et fabricants de soierie que l'on voit apparaître une juridiction spéciale qui s'apparente à nos Conseils de Prud'hommes actuels, puisque composée de patrons et de salariés.

La révolution de 89 ou plus précisément la loi Chapelier, en juin 1791, qui interdit toutes associations professionnelles sur de « prétendus intérêts communs », va la faire disparaître.

Mais rapidement, elle s'impose par nécessité devant le nombre de conflits et l'incompétence d'une juridiction unique, et c'est encore à Lyon que Napoléon Ier la rétablit en 1806. Il va sans dire que les patrons y sont maîtres. Pendant toute la première partie du XIXe siècle, les travailleurs sont livrés pieds et poings liés aux appétits féroces de la bourgeoisie et de l'État.

C'est grâce aux luttes ouvrières et à la pression populaire des années 1830-34 et 1848 que la IIe République, en mai 48, fait des Prud'hommes une vraie juridiction professionnelle, à caractère paritaire avec des conseillers élus par collège. Le second Empire va tout remettre en question, et ce n'est que lorsque la classe ouvrière aura organisé sa défense collective, ses moyens de lutte au travers d'associations, de mutuelles, de Bourses, de syndicats, que la juridiction prud'homale pourra s'établir sur des bases solides. Depuis les lois de 1905 et 1907, elle n'a cessé de s'améliorer.

Bien sûr il s'agit d'aménagement d'une société basée sur l'exploitation de l'homme par l'homme, et nous nous leurrerions si nous prenions le Conseil de Prud'hommes pour un moyen de lutte.

Les Prud'hommes ne concernent, disions-nous, que les litiges individuels ; ils suppléent l'action collective directe là où elle n'existe pas, où le travailleur est sans défense.

La lutte, évidemment, se mène dans l'entreprise au travers d'un rapport de force pour obtenir de nouveaux avantages ou tout simplement en conserver.

Le tribunal n'est pas un élément de transformation révolutionnaire de la société. C'est donc tout simplement une garantie arrachée précisément par l'action collective au même titre que les conventions.

Non seulement nous ne devons pas la refuser, car nous sommes intéressés à toute amélioration de notre sort, du sort de tous les travailleurs, mais qui plus est, nous devons veiller à ce qu'elle reste efficace dans son rôle de défense des intérêts acquis par les salariés. Et pour cela, il n'y a que la force collective organisée qui soit capable de la faire, en exerçant un contrôle sur l'institution, en formant les candidats qu'elle présente aux élections.

De plus, comme toute activité syndicale, elle pousse les travailleurs à prendre en charge leurs propres problèmes et leur donne une éducation nécessaire, pour affronter l'adversité.

Il faut quitter les schémas simplistes, à notre avis, qui veulent que les syndicats et patrons mènent un même combat et savoir, tout d'abord que l'anti-syndicalisme offre la meilleure collaboration qui soit à l'exploitation capitaliste, en laissant les mains libres au patronat.

Pour s'en persuader, il suffit d'avoir travaillé dans des entreprises où il y a des syndicats et dans des entreprises où il n'y en a pas. Il convient de faire la part des choses, et ne pas oublier, pour justifier un rôle critique sans risque et impuissant dans la lutte de classe, tout ce que les travailleurs, réunis en syndicats, ont apporté au mouvement ouvrier.

Bien sûr, les syndicats sont intégrés au système, comme tout ce que nous faisons, bien sûr, ils ont un rôle régulateur, mais sans cette régulation les conditions de la classe ouvrière seraient-elles aussi avancées ? Si nous voulons être de bon conseil, il faut être preneur et non se placer en dehors comme une avant-garde.

C'est en participant aux revendications, à la lutte réformiste, à la défense de nos avantages acquis, dans ce système de société, avec les autres travailleurs, que nous remplirons pleinement notre rôle révolutionnaire. Il n'y a pas de révolution sans les masses, et également, comme nous le montre Reclus, il n'y a pas de révolution sans évolution. La réalisation de l'idéal ne peut se faire que par la connaissance de la société ambiante que l'on fait évoluer de manière consciente et active jusqu'à la rupture nécessaire aux transformations radicales qu'impose l'anarchie.

Se retrancher dans un « purisme révolutionnaire », par complexe minoritaire, n'apporte rien d'autre qu'un accroissement de l'isolement, qu'une rupture avec la réalité.

Ce n'est pas le rôle des organisations révolutionnaires d'entrer dans la campagne des Prud'hommes, mais le rôle des militants révolutionnaires est de participer à la défense des exploités.

Un conseiller prud'homal ouvrier n'est pas un bon juge d'après le code d'une justice de classe ou d'une justice mythique - pour nous, il n'y a pas de justice tant qu'il n'y a pas d'égalité économique... -, c'est un défenseur de ses compagnons de travail, faisant respecter leurs acquis arrachés par la lutte.

Groupe MALATESTA

Les politicards véreux jouent à la marelle pendant que les femmes continuent d'avorter dans le sang

Comme prévu, et malgré les manifestations d'octobre et de novembre, regroupant à chaque fois plus de cinquante mille personnes, et qui demandaient une amélioration de la loi sur l'avortement, celle-ci a été revotée telle quelle.

Le délai de dix semaines a été conservé en dépit des propositions socialistes qui présentaient un projet de loi, comportant un délai de quatorze semaines. Les mineures continueront d'avoir besoin de l'autorisation de leurs parents et les immigrées devront résider depuis au moins trois mois en France, pour se faire avorter. La clause de conscience continuera d'être appliquée et le directeur d'un hôpital pourra empêcher toute pratique d'IVG dans celui-ci, s'il le désire.

La consultation sociale à laquelle participent les femmes avant d'avorter ne sera plus neutre, mais orientée. « On essaiera de mettre tout en œuvre pour résoudre les problèmes sociaux posés et permettre à la femme de garder son enfant ». (Détail savoureux : ces organismes, dont « SOS Futures Mères », sont assez proches du mouvement « Laissez-les vivre »).

Il semble que les pouvoirs fassent preuve de naïveté, en s'imaginant que des consultations préalables, des pressions psychologiques, pourraient faire changer d'avis des femmes décidées à ne pas garder leur enfant. Il suffit de se souvenir du million d'avortements clandestins pratiqués avant la légalisation et dont les femmes mouraient parfois.

On peut noter aussi que le médecin sera puni s'il pratique des IVG au-delà du délai légal.

Ainsi, l'examen de cette « nouvelle » loi laisse assez pessimiste sur son application qui, de toute évidence, sera réduite au maximum.

N'oubliant pas que, pour nous, l'avortement n'est qu'un pis-aller, regardons du côté de la contraception. Ici aussi, le pessimisme semble de rigueur. Toute publicité sur les moyens contraceptifs reste interdite. On ne parle pas contraception dans les écoles, dans les ateliers et dans les bureaux. 35% de femmes, seulement, en France, utilisent des moyens contraceptifs, ce pourcentage comprenant des méthodes inefficaces telles que la méthode Ogino et la méthode des températures. Les recherches effectuées sur la contraception masculine n'avancent guère et le médecin pratiquant la vasectomie risque toujours une amende et une peine de prison. De plus, l'éducation subie par les hommes ne les prédispose guère à des recherches dont pour la plupart, ils pensent qu'elles ne les concernent pas et que la contraception est une affaire de femme.

La religion pèse également d'un grand poids dans le fait que si peu de femmes utilisent des contraceptifs. A cet égard, Jean-Paul II est aussi obtus que pouvait l'être Paul VI.

Face à cette situation, il est évident que la mobilisation déjà amorcée depuis plusieurs années, doit se poursuivre au niveau des groupes de quartier, d'entreprise, qui devront se battre pour imposer des centres d'IVG autogérés dans chaque hôpital. De ce côté, il semble que les collectifs constitués soient prêts à continuer la lutte pour que toutes les femmes puissent avorter dans de bonnes conditions.

Mais il ne faut pas s'arrêter à cela. Il nous apparaît clair que même si l'avortement était réalisé dans de bonnes conditions, comme cela se pratique déjà dans des pays tels que la Hollande, que même si la contraception était connue, pratiquée par la majorité des hommes et des femmes, cela resterait encore insuffisant. En effet, l'aliénation des individus est partout. Dans la structure familiale patriarcale où l'homme a le pouvoir sur la femme et les enfants, dans le couple où, la plupart du temps, le partage des tâches ménagères est inconnu, la sexualité propre de la femme niée (cela menant directement au viol conjugal), dans le travail, enfin, où chacun est une pièce, ignorant de ce que font les autres pièces du puzzle, soumis aux cadences et pressuré toute une vie jusqu'à la retraite bénie et à la mort.

Le rôle que joue l'homme, protecteur, infaillible, cachant ses émotions sous peine de moqueries, coupé du monde des femmes dans ses bistrots, ses parties de foot et son tiercé, n'a certes rien à envier à celui des femmes, potiches ou bonniches, fragiles, réputées incapables d'intelligence et de courage.

Ce rapport inégalitaire entre l'homme et la femme, ce ne sont pas des réformes ou des lois qui pourront l'abolir.

Bien qu'il ne s'agisse pas de croire que la refonte des structures suffira simplement à instaurer des rapports nouveaux entre individus (en effet, les femmes auront sans doute longtemps encore une lutte spécifique à mener contre les mentalités et le poids des héritages culturels) ; il ne faudrait pas oublier que cette division des tâches et des rôles par sexe, sert le pouvoir, entretient une guerre larvée entre hommes et femmes, qui empêchent ceux-ci de se livrer à la vraie bataille nécessaire à leur émancipation qui est celle de l'aboliton de l'État.

Colette PIBAULT

Chronique du goulag ordinaire

LA BOURGEOISIE RUSSE AIME TOUJOURS AUTANT LES GROS CANULARS ! — En URSS, le plan fait de plus en plus jongler les chiffres. La gymnastique statistique, une fois encore, est à l'ordre du jour et s'institue méthodiquement en appareil idéologique d'État destiné avant tout à camoufler les déséquilibres internes de la production capitaliste.
Suivant les délibérations officielles du Soviet suprême, le dernier plan aurait été exécuté à 100,1% (bravo !), cependant, voilà le meilleur !) l'augmentation de la production industrielle n'a pas pu atteindre les 4%, alors qu'elle avait été fixée à près de 6%. En bref le verre a beau être à moitié vide, il est quand même plus que plein, tout cela grâce à la magnifique et indispensable vision léniniste des choses...

A L'EST, LA DETTE EST TOUJOURS AU RENDEZ—VOUS — La dette globale des pays du capitalisme oriental vis-à-vis des pays capitalistes occidentaux, s'élève désormais à plus de 50 milliards de dollars.
Si, en 1978, le déficit du capitalisme d'État européen à l'égard de son confrère privatisé, atteignait 8 milliards de dollars, cette année il devrait sans « aucun problème majeur » dépasser les 9 milliards de dollars... La suite l'année prochaine !...

TCHECOSLOVAQUIE, PAYS DE LA « DICTATURE REELLE » — Pour avoir eu le tort de « constituer des archives antisocialistes (?) » et de « collectionner des ouvrages interdits », Albert Cerny, membre participant du VONS, a été reconnu coupable de subversion par le tribunal de Brno (Moravie) et ainsi condamné à 3 années et 6 mois de prison.
Comme l'a jappé Marchais à la Mutualité le 27 novembre au soir, plus que jamais « la réalité essentielle des pays socialistes (c'est lui qui parle !) réside dans la suppression de l'exploitation et de l'oppression »... On allait le dire !...

EN CHINE, LA NOUVELLE ET DERNIERE MODERNISATION : LA REPRESSION PERMANENTE ET SYSTEMATIQUE — Suivant *Le quotidien du peuple*, « le mur de la démocratie est utilisé par des anarchistes pour mener des actions illégales et troubler l'ordre social ». C'est pourquoi au cours de son dernier plenum, le « Comité permanent de l'assemblée nationale populaire » (ouf) a émis la judicieuse idée d'interdire définitivement tout affichage de dazibaos sur le présent mur afin de « préserver l'unité et la stabilité du régime ».

De nombreuses manifestations regroupant chaque fois plusieurs centaines de travailleurs (souvent des chômeurs) ont eu lieu récemment dans le nord-est du pays. Nouveauté cette fois ! les manifestants avant d'être copieusement tabassés par les flics et de voir trois des leurs arrêtés et embarqués, ont eu le temps et la joie de cogner quelques flics et bureaucrates locaux. Les trois manifestants en question, quant à eux, seront prochainement jugés pour « collage illégal d'affiches » et « rassemblement interdit »...

Un dazibao apposé, à la fin de la semaine dernière, sur le mur du carrefour Xidan, dénonce la répression gigantesque qui toucha la province du Guangxi pendant la « révolution culturelle », selon ces informations, plus de 4000 « opposants » ou supposés tels auraient été massacrés durant la période de juin à novembre 1968... Là aussi, le goulag était puissant, quotidien et méthodique et il bénéficiait de nombreuses complicités intellectuelles en occident qui aujourd'hui sont bien silencieuses...

A la suite de l'assemblée, *le quotidien du peuple* (encore lui) demande que « des mesures appropriées » soient prises pour faire taire les opposants, une fois de plus, qualifiés de « contre-révolutionnaires ». Gageons que prochainement la fréquentation du mur Xidan ou « mur de la démocratie » ne sera guère de tout repos...

Groupe Commune de KRONSTADT

CULTURE :

Consensus et répression ...et contestation

Ce texte est rédigé vis-à-vis de la conférence internationale de janvier qui aura lieu à Paris et qui a pour thème « Consensus, dissidence et répression ». Il y manque, par rapport à une réflexion sur la culture, pas mal de choses : il n'y a rien, par exemple, sur le problème d'une culture ouvrière qui a existé, qui existe ou pas ; sur la notion d'aliénation (liée à celle d'idéologie dominant-dominé). De plus, la fin se termine en queue de poisson par rapport à une meilleure présentation de l'existence ou pas de groupes « réfractaires » luttant sur un domaine précis.

Par rapport à la culture, il est toujours difficile d'aborder un point particulier, étant donné qu'en la matière « tout se touche » et qu'un réel travail s'impose (pas un article). On peut dire déjà qu'on s'intéressera à la culture, pas seulement comme l'expression artistique de la société, mais plutôt comme « quel mode d'organisation sociale » propose à l'individu le type de société dans laquelle nous vivons(1).

Ce qui ressort de notre société, c'est l'existence de classes différenciées et d'un régime économique centralisateur vis-à-vis des décisions à prendre pour tel ou tel type de développement. Ce système (le capitalisme) recoupant la division par classes de la population... Ces lignes que tout le monde peut écrire, peuvent apparaître comme la récitation d'un credo, mais ici, elles servent à parler de la forme d'organisation sociale, à comprendre quel « tic » culturel revient sans cesse dans cette dernière. Ce qu'on peut nous reprocher néanmoins, c'est l'a priori qu'elles peuvent constituer.

FORME CENTRALISTE, UNIQUE / FORMES FRAGMENTAIRES, ECLATEES

Si on prend la notion de centralisme
- c'est à la fois qu'il contient celle de fragmentarisme ; en effet il se veut l'unique réponse à un tout diversifié (existence de différentes classes).
- C'est qu'il introduit un lien avec le phénomène de la propriété et de l'achat.
- C'est qu'il apparaît comme le plus évident, partout et toujours. Ainsi, on présentera toujours son fonctionnement et ses conséquences quand il y a une transformation quelconque. On sait alors mieux ce qu'il veut.

Pour mieux en parler, on peut prendre un exemple. Le mien sera celui de l'urbanisation du centre de Paris dans les dix dernières années.

Dans ces années, on a assisté à la transplantation à la périphérie de l'agglomération, d'ateliers d'industrie de transformation, de grosses unités de distribution (ex., les halles de Paris), des salariés-habitants qui suivaient leur travail ou étaient expulsés par des promoteurs(2) ; on a assisté à l'apparition d'un conglomérat faisant un pont entre les quartiers chics de l'ouest (Champs-Elysées, Madeleine, etc.), le Marais rénové (opération de promotion d'immeubles neufs « style » ancien, via les hôtels particuliers qui sèment le coin, le Quartier latin - quartier de loisir -, « Paris by night du nord de Paris (Pigalle).

Ce conglomérat est formé de la construction de grands centres artistiques (exemple du centre Georges Pompidou), marchands (le Forum des Halles), de la construction d'immeubles neufs à rapport, du bouleversement de la vie urbaine (rénovation, perte d'ateliers artisanaux, « transformation » des petits commerces).

Avec le nouveau centre parisien, on pourra se trouver dans un lieu de passage (position centralisée) où « tout » est immédiatement disponible (le lieu est unique). On peut s'habiller, se nourrir, se cultiver, trouver tous les équipements sociaux et administratifs à portée de la main. Une seule absence, les grosses unités de production, les seules entreprises importantes étant dans le tertiaire plutôt.

L'utilisation la plus facile de ce complexe est double. Il est, comme unité, principalement utilisé par la bourgeoisie, les hauts cadres, professions libérales ; la sélection se faisant par le prix des loyers, des logements(3). Il rayonne de par sa position centralisée sur toute l'agglomération parisienne (noter, par exemple, la convergence des transports vers lui) et se veut une sorte de vitrine pour toute la population d'Ile de France et pour l'ensemble des touristes.

C'est ainsi qu'il est directement utilisable, « véritablement » par une minorité, « épisodiquement » comme exemple de vie culturelle à atteindre pour les Français, comme vitrine de la France : « ça c'est Paris » pour les touristes. Pour ces derniers, ils s'essaieront (s'ils sont impressionnés) à retrouver cela dans leur pays (s'ils le peuvent par rapport à leur classe). Pour les Parisiens, à mesure qu'on s'éloigne du centre de Paris, de la proche à la lointaine banlieue, ils retrouveront des lieux similaires où on trouve tout, mais des « ersatz » à leur portée de classe. Un exemple : ce n'est plus la haute couture, ni du prêt-à-porter de luxe qu'on trouve, mais des grands magasins de moins bonne qualité, mais dont les marchandises sont toutes « alignées » sur la mode du centre de Paris. Ce n'est plus un espace disponible à la marche à pied, mais de longues distances à parcourir en voiture, entre ces nouveaux centres et les résidences individuelles ou non, de plus en plus lointaines.

On a donc une organisation éclatée dans des villes nouvelles où à l'intérieur desquelles tout est fragmenté (tel magasin spécialisé se trouve à 5 km par là, l'autre à 2 de l'autre côté, etc.).

Il ne s'agit pas pour nous, dès lors, de revendiquer le droit pour tous d'habiter dans *le* centre de *Paris*, mais de voir à travers cet exemple urbain deux conséquences à deux positions les plus apparentes. A la volonté de centralisation et d'unicité pour une minorité, s'ensuit pour le corps social un éclatement et une fragmentation pour la majorité. On peut y percevoir un clivage entre une culture dominante et une culture subalterne et dégager à travers ce qui les trace, comme différence, quelle est leur relation.

VECU CULTUREL : HISTOIRE DES CLASSES DOMINEES

On peut s'intéresser, par exemple, au vécu de ceux qui appartiendraient à cette « culture subalterne », cela avec le déroulement propre de leur histoire. Si on revient ainsi au phénomène d'urbanisation, on constate qu'une famille passe, en trois générations, par trois transformations radicales(4).

Ainsi, on peut avoir la première génération d'origine paysanne (petits paysans, ouvriers agricoles, ouvriers à domicile, etc.)(5). Cette génération monte à Paris, apprend le français (les trois quarts de la France ne sont pas de langue d'oïl) et s'habitue au monde urbain. La seconde génération scolarisée, vivant dans des appartements, ayant la rue comme espace, grandit avec la culture d'origine paysanne des parents et leur réalité citadine. Cela n'est pas sans conséquences. Ainsi on assiste à une redéfinition de la famille qui, de « clan », va arriver à être « nucléaire » à la troisième génération, elle naît dans une banlieue de plus en plus lointaine. Que deviendra, pour la quatrième génération, cette forme familiale, sera-t-elle fluctuante ? Tendra-t-elle à se dissoudre ? Ceci dans les villes programmées en France et dont la construction se trouve d'ailleurs retardée par « la crise ».(6)

Ce qu'on peut néanmoins noter à travers ces différentes adaptations, c'est un investissement psychologique, affectif, dans ce qui précède l'histoire présente. On se rappelle la vie au village, avec les fêtes, etc., on se rappelle le petit immeuble où on vivait l'un sur l'autre, on se souvient du petit pavillon de banlieue, avec le petit jardin où on faisait pousser des violettes... Ce qu'il faut faire ressortir ici, c'est, à la fois, la manipulation par le capital qui, selon ses besoins, exige le changement radical de tout l'environnement social des salariés, c'est à la fois le temps de retard que subissent les classes dominées, seulement capables, face aux transformations imposées, de se raccrocher à un passé où existaient des formes de représentations (la vie de famille, le petit café, le bal hebdomadaire, ect.) auxquelles elles s'étaient « adaptées », qu'elles avaient fait leurs. Il n'est pas question de condamner cette démarche (d'ailleurs, dans le désir de se rappeler, de faire appel à la mémoire collective, même aliénée, il y a plus d'un point intéressant). Ce qu'il s'agit de voir, à travers le cycle : production d'une représentation culturelle, bouleversement dû au développement du capital (donc à l'organisation industrielle, donc de l'urbanisme), reproduction dans le nouveau stade de développement d'une nouvelle représentation culturelle, c'est que l'ensemble des salariés y laissent des plumes, s'adaptent en s'aliénant.

Pour le premier point, il n'y a qu'à voir la persistance des problèmes traditionnels, alcoolisme, logements misérables, pour une fraction toujours existante, etc. et le développement des troubles psychiques mineurs. On constate, par exemple, que l'habitat pavillonnaire est un lieu de prolifération des « dépressions nerveuses » (tendances schizophréniques...) alors que les quartiers surpeuplés ne connaissent pas ce genre de problème(7).

Pour le second point, on constate une double aliénation. L'histoire qui constitue le prolétaire, est toujours décalée par rapport au réalisme présent, elle fait souvent appel à une forme passée (elle s'y est faite). Et si ce n'est pas le cas, elle est alors niée et fait place au fonctionnarisme le plus exacerbé, qui reste en fait vivre dans la nouvelle forme, le nouveau stade de développement, sans tenir *aucun compte* du passé.

Dans ce processus culturel, on assiste donc à une dépendance des salariés dans leur expression culturelle vis-à-vis d'une forme centralisée, unique dont elle seule décide, puis entretient une relation d'hégémonie par rapport à tout. On peut à travers ce processus délimiter qu'est-ce qu'un consensus, quelle répression ?

CONSENSUS, REPRESSION

Par rapport aux nécessités contradictoires du salarié : soit s'adapter au nouveau présent, soit se « raccrocher à l'ancien stade », soit le plus souvent les deux, on ne distingue pas la répression du consensus. Il faut plutôt les voir comme deux modes d'interactions, liés à cette relation première d'hégémonie de la bourgeoisie. Il y a répression parce qu'il y a élimination constante de tout ce que pourrait s'approprier le prolétariat : développer dans un urbanisme stable des solutions « à soi », réfection légère d'immeubles, ateliers divers, lieux culturels liés à l'espace du travail et de l'habitat, etc. Il y a consensus parce que cette évolution « boiteuse » fait elle-même partie du vécu culturel de tous. On peut prendre comme exemple (ce sont plutôt des conséquences) de cette persistance de la formation de ce consensus, des notions comme celle de la norme culturelle, de la déviance.

En effet, à travers les expériences successives d'adaptation au capital (et à ses crises) par les salariés, ce qui se dégage c'est l'institutionnalisation de formes de représentations sociales permettant une certaine vie dans ce mode de l'achat. Le système est simple, on adapte des formes archaïques au besoin fonctionnel contemporain. Ainsi, pour la famille, on garde la notion de mariage, mais tout en la distendant, on garde la notion de lien, de clan, mais en l'adaptant au fait qu'à travers son activité un individu change plusieurs fois de lieux, de situations. Il se dégage ainsi un matérialisme pratique (consommer, posséder) qui tient compte de formes anciennes (représentation dans un tout social unifié).

Si cette forme se comprend pour la bourgeoisie qui « sans complexe » prétend unifier la société à son image, toute la société, elle apparaît plus incompréhensible pour l'ensemble des salariés, incompréhensible mais pas inconciliable.

En effet, cette relation d'hégémonie est productive d'histoire, d'une certaine histoire. On obtient ainsi depuis quelques dizaines d'années, en vrac, la sécurité sociale, les appareils sociaux spécialisés, un marché ultra-développé pour la consommation, pour le développement urbain, etc.

Et cela, tout cela, il faut beaucoup de monde pour l'accepter, ou plus exactement pour fonctionner avec, s'inclure dans des normes culturelles (ainsi il y a toujours eu assez de votants pour faire fonctionner l'appareil politique de type démocratique).

A côté de cela, on trouve toute une population éliminée, plus discriminée que le reste, ce sont les malades mentaux, les handicapés, tous ceux qui, de près ou de loin, sont « à risque », qui en fait ne fonctionnent pas au « maxima » dans la norme culturelle.

A travers cette organisation culturelle un projet d'émancipation risque bien d'y perdre ses petits ! (Les dominés ne sont donc pas que trompés par un discours, trahis par une direction quelconque, ils y ont aussi « intérêt »!...). Face à ce consensus, ce projet doit, en effet, vivre le vécu culturel actuel et rejeter toute institutionnalisation.

Les luttes à caractère spécifique(8) actuelles peuvent offrir à cela matière à exemple. Elles vivent cette segmentarisation du monde par leur spécificité, elles ne cherchent pas à avoir de réponse globale (réformiste) quand elles ont vocation minoritaire. En bref, elles essaient de ne représenter qu'elles-mêmes, de traiter déjà de leur propre histoire, et c'est déjà beaucoup.

Par là, on risque d'éviter de se représenter dans quoi que ce soit, une norme quelconque. On reste disponible à une intégration de nos revendications dans une réalité actuelle, à une possibilité de totaliser(9) tout ce qui va, tout ce qui est fait contre la logique capitaliste.

ERIC (groupe communiste-anarchiste Emma Goldman 11e)

(1) Cela avait déjà été abordé pour une société « sans classe », celle des Indiens d'Amérique dans la Revue anarchiste n°5

(2) Ce dernier point donnant lieu à une lutte spécifique sur le logement, voir Revue anarchiste n°4

(3) Tout ceci est légèrement « mécanique » car tout n'est pas si tranché, ce qu'il faut essayer de voir c'est un processus qui se met en place

(4) Ceci est encore plus « mécanique », « schématique » que la précédente note, mais...

(5) Il faut dire, entre parenthèses, que la vie à la campagne est depuis longtemps directement liée au système capitaliste et n'offre pas l'image « béate » de petites communautés qui s'auto-suffisaient et où tout était « naturel »...

(6) Ces nouvelles villes ont été projetées pour contrebalancer le poids du centralisme parisien, dit-on, mais surtout pour rendre les emplois plus mobiles, moins sûrs. Il faut aussi noter que ces villes sont de véritables aberrations, fruits du cerveau paranoïaque de quelques architectes ; ainsi à l'île d'Albo, d'un hameau de quelques dizaines d'habitants on va faire une ville de plusieurs centaines de milliers d'habitants ! L'infrastructure est déjà largement avancée et on peut ainsi se promener à travers champs, tout en examinant la poste à 3 km à droite et tel autre bâtiment à 2 km à gauche, le tout bordé de rues ultra-modernes. L'ensemble vide faisant croire qu'on est dans un mauvais roman de science-fiction ou dans un décor d'Hollywood.

(7) Tout n'est pas si simple. Ainsi, s'émanciper ici, ce n'est pas le chemin tracé par les romans naturalistes de Zola où le travailleur, grâce au progrès et sous l'œil de la science (bien utilisée), marche lentement dans le chemin qui le mènera de l'état de « bête » à l'état d'être humain libre...

(8) J'entends par lutte spécifique la cristallisation sur un point précis d'une lutte, qu'elle soit d'ordre économique, sexuel, « culturel » ou autre. Le principal est toujours le même, s'organiser soi-même à partir de quelque chose de localisé, de bien défini.

(9) Il ne s'agit pas d'additionner des expériences diversifiées, de les mettre en commun, tout juste de les mettre en rapport par leur forme même, si par là elles évoluent...

Pour un nouveau local
SOUSCRIVEZ

informations internationales

Allemagne fédérale

Presse libre ou muselée ?

La liberté d'expression, la liberté de la presse, ont toujours été suspectes au Pouvoir et à l'État, contrôlées par eux, soumises à des restrictions. Ce ne sont que des libertés « provisoires » et « surveillées ». A la première occasion, on dénonce les abus de la liberté de la presse et une feinte indignation s'empare des tenants du Pouvoir et de leurs larbins. En France, le suicide de Boulin a, durant quelques jours, déchaîné contre la presse « trop » libre la vertueuse réprobation d'un ramassis de politiciens, dont l'honnête M Marchais qui rêve sans doute d'une presse et d'une information à la mode de l'URSS. Et n'oublions pas les saisies de livres et de journaux opérées en France sous le règne de Gaulle pour crime de lèse-majesté.

Le *Monde Libertaire* a maintes fois signalé les atteintes graves à la liberté de la presse en Allemagne fédérale : perquisitions et poursuites à l'égard d'éditeurs et de libraires coupables d'avoir publié, mis en vente ou détenu des ouvrages reproduisant à titre documentaire des textes « subversifs ». L'antiterrorisme a été le prétexte invoqué pour saisir des journaux et des livres, et parfois même, pour condamner les imprimeurs. Complice - ou sympathisant - d'une organisation criminelle est une accusation tellement imprécise qu'elle permet toutes les interprétations et tous les abus : ce sont surtout les organisations, éditeurs et libraires d'extrême-gauche qui ont été les victimes privilégiées de la police et de la Justice. Mais, nous autres anarchistes, nous défendons la liberté et nous luttons contre l'arbitraire du Pouvoir en toutes circonstances, qu'il s'agisse de nos amis ou de nos adversaires. On ne s'étonnera donc point si nous signalons une affaire qui peut paraître de peu d'importance, voire ridicule, mais qui caractérise bien le régime de « haute sécurité » auquel est soumise la presse.

Voici les faits : le journal d'extrême-droite *National Zeitung* n'a pas grande sympathie pour Springer, Napoléon de la presse à sensation, dont les infâmes torchons inondent la République fédérale ; il voulait opposer aux propos du Springer actuel ceux du Springer d'avant 1939. Et le *National Zeitung* a reproduit en manchette une citation d'antisémitisme délirant : accompagnée de points d'exclamation et de ce texte : « Ce que disait Springer au temps d'Hitler ». Aussitôt, poursuites judiciaires contre le rédacteur responsable. Le fait de reproduire une citation empreinte d'antisémitisme, même si on ne la prend pas à son compte, même si elle ne figure qu'à titre purement documentaire... tombe sous le coup de la loi (ou « peut » tomber, s'il s'agit de défendre l'honneur de Springer !). Procédés dignes de l'Inquisition, du nazisme et du régime russe : chasse aux écrits « dangereux » pouvant répandre le « mauvais esprit », index, livres interdits ! Si la Justice fédérale pousse le ridicule jusqu'au bout, qu'elle saisisse la correspondance de Marx-Engels où se trouvent des lettres où s'étale un antisémitisme ordurier à l'égard du socialiste « Juif » Lassalle !

Pour éviter de telles tracasseries, les journaux, les éditeurs et même les imprimeurs n'ont qu'à pratiquer l'auto-censure. Le « mot » commence à être à la mode en France, en attendant que la « chose » devienne courante ! Certains journaux, prudents, méfiants et ennemis des « histoires », semblent décidés, en Allemagne fédérale, à s'auto-censurer. Parmi eux, le *Nouveau Journal d'Osnaburck* bat les records du ridicule. Les délégués de la liste Verte de Basse-Saxe, réunis à Lingen, avaient adopté le texte d'un communiqué protestant contre l'arrestation de deux manifestants anti-nucléaires (dont ils donnaient les noms), réclamaient leur libération et l'arrêt des poursuites contre tous les manifestants anti-nucléaires. Le communiqué fut envoyé au journal, aux fins d'insertion. Refus de la direction ! Un refus motivé par trois raisons : 1) on citait les noms des personnes arrêtées ; 2) le texte prenait position contre des jugements rendus conformément aux lois ; 3) le journal ne veut point servir de porte-parole pour une tendance particulière. On reste stupéfait devant l'attitude d'un journal local d'information qui refuse un texte aussi anodin, avec des motifs aussi inconsistants et ridicules.

Une seule explication : la crainte de sanctions possibles et imprévisibles que permet l'élasticité des textes de lois en vigueur. Mais quand la presse en arrive à ce degré de lâcheté et de soumission, la cause de la liberté est bien compromise. Strauss, s'il parvient au Pouvoir, ne fera jamais que poursuivre la sale besogne commencée par la coalition social-démocrate-libérale.

Jean BARRUE

Espagne
* *Solidaridad Obrera*, organe régional de la CNT de Catalogne : 4 F.
* *C.N.T.*, organe national de la CNT espagnole : 4 F.
* *Bicicleta*, revue mensuelle éditée à Valence : 8 F.
* *Tierra y Libertad*, organe de la F.A. Ibérique : 3 F.

Italie
* *Umanita Nova*, organe hebdomadaire de la F.A. Italienne : 2 F.
* *Rivista Anarchica*, revue mensuelle éditée à Milan : 5 F.
* *Cuaderni Sindacali*, revue éditée par l'Union Syndicale Italienne, anarcho-syndicaliste : 5 F.
* *Interrogations*, revue théorique avec articles en espagnol, italien, anglais, français : 10 F.

Angleterre
* *Freedom*, journal quinzomadaire : 3 F.

Portugal
* *A Batalha*, journal mensuel : 2 F.

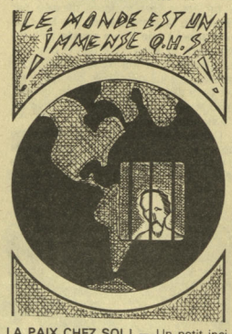
Suède
* *Communidad*, journal trimestriel édité en langue espagnole par un groupe d'exilés latino-américains : 5 F.

Vénézuela
* *Ruta*, revue théorique éditée à Caracas : 6 F.

En vente à Publico

allemagne

HAUTE SURVEILLANCE — On vient de mettre en service dans la prison de Moabit (Berlin) un quartier de haute surveillance, conçu sur le modèle de celui de Celles. Il s'agit d'une prison à l'intérieur d'une prison. L'isolement sera absolu, sans communications possibles, et ce régime sera réservé aux prisonniers politiques inculpés de terrorisme. Les conditions sont telles qu'une ancienne directrice de prison a pu déclarer au *Spiegel* (N°27, 1979) : « on ne pourrait pas enfermer ainsi des bêtes ! ».



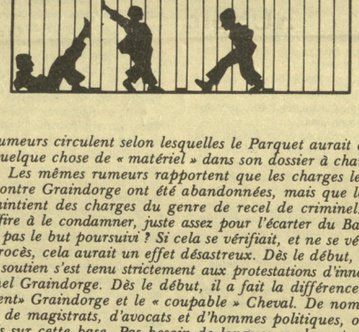
LA PAIX CHEZ SOI ! — Un petit incident survenu le 2 novembre à Bahn-ouest (quartier de Wedding) en dit long sur les procédés d'une police qui a - ou qui prend - tous les droits. A 22 h, des policiers interviennent dans une « communauté » : les voisins se plaignaient d'une musique trop bruyante. On baisse le son et les policiers, après avoir relevé les identités des présents, se retirent satisfaits. A 23 h 15, arrivée de huit policiers (6 en civil) à la recherche des instruments (?) du bruit et saisie de cassettes. Retour à minuit de ces huit policiers qui suspectèrent un téléviseur, lequel ne fonctionnait pas ! A 1 h du matin, arrivée en force de 12 policiers, brutalités, arrestation de deux personnes présentes qui furent menées au poste et relachées deux heures après. Braves citoyens ! Dormez en paix, l'œil de la police veille sur vous...

AU TRIBUNAL DE KARLSRUHE — Le 19 novembre se poursuivait le procès de Brigitt Heinrich accusée - une vieille histoire - d'avoir reçu des armes d'un Suisse, Peter Egloff, armes qui furent par la suite trouvées à Hambourg et Francfort. Peter Egloff, arrêté en Suisse pour détention d'armes, fut condamné et libéré après accomplissement de sa peine. Cité comme témoin au procès de Brigitt Heinrich, il n'avait aucune envie de se voir inculpé à nouveau et ne se rendit à Karlsruhe que sur la promesse écrite de ne pas être inquiété. Sa déposition était capitale : il reconnaît avoir livré des armes à une femme, mais qui n'était pas Brigitt Heinrich. L'avocat général, devant l'effondrement de l'accusation, prenant prétexte de déclarations antérieures d'Egloff, le fit arrêter en pleine audience pour faux témoignage. On devine que ce coup d'éclat déclencha un tumulte dans le tribunal. Protestation de la défense et aussi de l'association des étudiants de l'Université de Francfort (dont Brigitt avait été présidente). L'association a déposé une plainte contre l'avocat général Enz, en raison de l'arrestation arbitraire d'un témoin étranger. Le procès de Brigitt - après ce coup de force - devait continuer.

LE FUTUR PARTI « VERT » — Le M.L. du 22 novembre rendait compte de la réunion préparatoire au congrès de fondation (12-13 janvier) du Parti vert. Il était à prévoir que l'ancien député CDU Gruhl réagirait contre les éléments « rouges ». En effet, ce congrès de fondation ne sera ouvert qu'aux groupes « verts européens » qui étaient constitués pour les élections au Parlement européen. Donc, sont exclus les groupes de la liste « Alternative » de Berlin-ouest, la liste multicolore de Hambourg. En outre le congrès ne sera ouvert qu'aux délégués (1 pour 10 adhérents) élus par les groupes « européens ». Ainsi, il n'y aura pas de surprise, l'assistance sera triée sur le volet. Il reste maintenant douteux que les « exclus » acceptent leur élimination. Ce congrès pourrait bien être agité. Mais vraiment, les écologistes avaient-ils besoin de fonder un parti et de briguer des mandats électoraux ?

CHRONIQUE DE BELGIQUE

Le meeting international et la manifestation de soutien à Michel Graindorge se sont donc passés. Un millier de participants au meeting, 2500 manifestants. Michel Ghassoul, détenu à Tournai, a catégoriquement démenti dans une lettre ouverte au journal Le Soir *les déclarations que le Parquet lui attribuait, selon lesquelles Graindorge aurait monté un réseau d'évasion pour fournir des techniciens aux Palestiniens. Tout cela ne change d'ailleurs rien à l'affaire. L'avocat reste emprisonné ainsi que Michel Cheval et Jacques Roland, dans l'attente du procès qui s'ouvrira à Bruxelles le mercredi 5 décembre.*



Des rumeurs circulent selon lesquelles le Parquet aurait quand même quelque chose de « matériel » dans son dossier à charge de l'avocat. Les mêmes rumeurs rapportent que les charges les plus graves contre Graindorge ont été abandonnées, mais que le Parquet maintient des charges du genre de recel de criminel. Cela peut suffire à le condamner, juste assez pour l'écarter du Barreau. N'est-ce pas le but poursuivi ? Si cela se vérifiait, et ne se vérifiera qu'au procès, cela aurait un effet désastreux. Dès le début, le Comité de soutien s'est tenu strictement aux protestations d'innocence de Michel Graindorge. Dès le début, il a fait la différence entre l'«innocent» Graindorge et le « coupable » Cheval. De nombreux soutiens de magistrats, d'avocats et d'hommes politiques, ont été recueillis sur cette base. Pas besoin de longues analyses pour deviner ce qui se passera si la moindre petite culpabilité peut être prouvée. Graindorge sera laché et il faudra bien des années avant que ces notables ne se mouillent à nouveau. Signe de mauvaise augure ; ils sont déjà nombreux à avoir retiré leur signature des pétitions. Les rats quittent le navire ! Dans un tout autre navire, la FGTB (la Fédération Générale du Travail de Belgique), seule, a déclenché des grèves tournantes contre la loi-programme du gouvernement Martens. Cette loi qui permet de réaliser le budget, prévoit une longue série de mesures qui ont un point commun : l'austérité.

La prise de position « radicale » de la FGTB, syndicat socialiste, a fort irrité André Cools, président du Parti socialiste, et les ministres socialistes du gouvernement (Simonet, Spitaels). On a même pu entendre à la RTBF, un vieux bonze syndical comme Gayetot réaffirmer l'indépendance de la FGTB vis-à-vis de tout parti politique. Faut-il que la pression de la base soit forte pour qu'il dise des choses pareilles !

Impliqués pour impliqués, les ministres socialistes n'y vont pas avec le dos de la cuillère. Ce que d'autres n'ont jamais osé, eux, ils l'osent ! Ainsi Jacques Hoyaux, ministre de l'Education nationale, a carrément démantelé l'école d'architecture de la Cambre (Bruxelles). Trente professeurs et un directeur-adjoint, Maurice Culot, ont été licenciés pour cause de restructuration. Comme par hasard, tous avaient ces points communs : ils introduisaient les sciences sociales dans l'urbanisme, participaient aux comités de quartier, à l'ARAU (Atelier de Recherche et d'Action Urbaine), à Inter-Environnement et s'opposaient à l'urbanisme des promoteurs immobiliers. Quand le bâtiment va, tout va, doit se dire Jacques Hoyaux.

Face à l'opposition résolue d'une bonne moitié des étudiants qui occupent les locaux, le ministre va même jusqu'à menacer l'institut de fermeture pour cette année académique. Qu'à cela ne tienne, les exclus viennent de créer une école dans l'école, en attendant soit d'être réintégrés, soit de pouvoir créer officiellement leur école de la Cambre dans de nouveaux locaux. Le socialisme à la belge a un visage de béton !

Jean-Marie NEYTS

Liste des livres et des brochures en vente à Publico

Pour les ventes par correspondance, ne pas oublier les frais de port

CCP Publico 11 289 15 M PARIS

FRANCE

BAKOUNINE M.
La Commune de Paris 2,50
LISSAGARAY P.O.
La Commune de 1871 22,00
LOUISE MICHEL
La Commune 22,00
Mémoires 25,00
THOMAS E.
Louise Michel 41,00
PICQUERAY M.
May la réfractaire 52,00
1e INTERNATIONALE
Recueil et Documents T 1 et 2 275,00
Recueil et Documents T3 et 4 375,00
MOLNAR M.
Le déclin de la 1e Internationale 50,00
CNRS
La 1e Internationale 51,00
FREYMOND
Etudes et documents sur la 1e Internationale en Suisse 54,00
NIEL M.
Le movement étudiant 7,00
La crise de la jeunesse 3,00
RUDE F.
C'est nous les canuts 40,00
L'insurrection lyonnaise de 1831 70,00
PERDU J.
La révolte des canuts 11,50
DOMMANGET M.
1793 LES Enragés 15,00
Babeuf et la conjuration des Egaux 5,00
Sylvain Maréchal 40,00

RUSSIE

AVRICH P.
La tragédie de Kronstadt 16,00
Les anarchistes russes 58,00
MAKHNO N.
La révolution russe en Ukraine 18,00
MENZIES M.
Makhno, une épopée 26,00
SERGE V - ROCKER R.
Les soviets trahis par les bolchéviks 14,00
SKIRDA A.
Kronstadt 1921 30,00
Les anarchistes dans la révolution russe 24,00
VOLINE
La révolution inconnue 3t. chaque 9.50

ESPAGNE

BROUE-TEMINE
La révolution et la guerre d'Espagne 58,00
ENZENBERG H.M.
Le bref été de l'anarchie 48,50
BERNERI C.
Guerre de classes en Espagne 11,50
COLLECTIF
L'anarchisme ibérique : la FAI et la CNT 10,00
CHOMSKY N.
Espagne 36 : construction d'une société anarchiste .. 5,00
JUAN GARCIA OLIVER
El eco de los pasos 90,00
LEVAL G.
Espagne libertaire 36-39 35,00
MINTZ F.
L'autogestion dans l'Espagne révolutionnaire 50,00
OYAMBURU P.
La revanche de Bakounine 48,00
PEIRATS J.
La C.N.T. 3 T. en espagnol 120,00
MERA C.
Guerra, exilis y carcel de un anarco-sindicalista 42,00

AUTRES PAYS

MERCIER-VEGA L.
Mécanisme du pouvoir en Amérique latine 19,50
Technique du contre-état 19,50
La révolution par l'Etat 42,00
RUHLE O.
Fascisme brun, fascisme rouge 10,00
Hongrie 56, révolution ouvrière 17,00
N.L.F.M.
Histoire de l'anarcho-syndicalisme italien 10,00
SPRIANO P.
L'occupation des usines (1920) 45,00

FEMMES

BEAUVOIR S. (de)
Le deuxième sexe 2 T. chaque 16,00
COMMISSION FEMMES
Les communistes-anarchistes et la femme 4,50
COLLECTIF
Le livre de l'oppression des femmes 9,50
GIANINI-BELLOTTI
Du côté des petites filles 12,00
GROULT B.
Ainsi soit-elle 36,00
LEJEUNE P.
Louise Michel l'indomptable 20,00
NASH M.
Femmes libres 35,00
NIEL M.
Le drame de la libération de la femme 20,00
GOLDMAN E.
La tragédie de l'émancipation féminine 18,00
Epopée d'une anarchiste 55,00
ZALLOULITCH etc.
Quatre femmes terroristes contre le tsar 45,00

EDUCATION

HEM DAY
Ferrer, sa vie, son œuvre 3,00
FREINET C.
Pour l'école du peuple 14,00
FREINET E:
Naissance d'une pédagogie populaire 42,00
La pédagogie Freinet 45,00
NEILL A.S.
Libres enfants de Summerhill 45,00
La liberté pas l'anarchie 14,15
ILLICH I.
Une société sans école 36,00
Libérez l'avenir 10,00
OURY-VASQUEZ
Vers une pédagogie institutionnelle 35,00
PIAGET J.
Où va l'éducation 11,50
RAYNAUD J.M.
L'éducation libertaire 16,50
MANSUY M.
Anarchie et travail social 2,00
STIRNER M.
De l'éducation 11,00
SMITH J.R.
Le maître-camarade et la pédagogie libertaire 30,00
UNESCO
Apprendre à être 30,00

URBANISME-ECOLOGIE

COMMISSION TRANSPORT
Dossier 1,2 et 3 3,50
AURAND C.
Entendez-vous dans nos campagnes 8,00
FROMM E.
Société aliénée, société saine 30,00
LAISANT M.
La pilule ou la bombe 21,00
RAGON M.
L'homme et les villes 33,00
L'architecte, le prince et la démocratie 39,00

ANTIMILITARISME

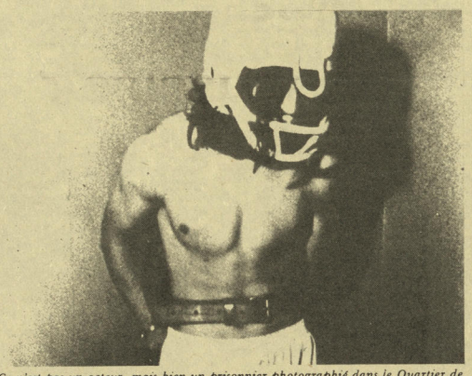
CHARRON C.
L'antimilitarisme et son expression littéraire 1886-1902
Les deux tomes 120,00
C.L.O.
Le guide de l'objecteur 4,00
Objecteurs en lutte contre la militarisation 6,00
DARIEN G.
La belle France 19,00
JOYEUX M.
Mutinerie à Montluc 25,00
RABAUT J.
L'antimilitarisme en France 53,00

Les larmes tatouées*

(Tattooed tears)

L'origine du titre : un jeune taulard qui se fait tatouer une larme par année de prison.

Pendant trois mois, sur accord d'un directeur de prison qui allait démissionner, les auteurs de ce film ont pu circuler absolument librement (sauf autour du détecteur de mensonge) dans cette prison californienne ». Un documentaire ? Un réquisitoire sans concession contre ces parcs à déviationnistes que sont les taules.



Ce n'est pas un acteur, mais bien un prisonnier photographié dans le Quartier de Haute Sécurité de la prison.

Et là, personne ne peut se tranquiliser la conscience en supposant des excès d'imagination de la part de l'auteur, même en cas d'histoire vraie (Midnight Express, par exemple). Il en aura fallu du courage à Joan Churchill (Punishment Park) et Nicholas Broomfield pour filmer, rien que filmer toutes ces hontes insoutenables de notre reluisante société ! Il n'y a pas qu'aux USA que cela existe, et tous les taulards ont connu nombre de ces humiliations.

Tout y est : les administrateurs-juges-éducateurs se disputent pour savoir s'il faut « remettre » 60 à 90 jours à un « sniffeur » de colle, la psychiatre qui, sans son diplôme, se ferait vite interner, le prof qui fait aux taulards l'apologie de la société américaine (...il est noir !), de ses prisons (« c'est pas comme en URSS »)... du délire, encore du délire, puissant, hélas, et, greffés sur ces institutions : de jeunes fauves encagés, tragiquement humains.

Allez voir, il faut savoir. Un film à présenter partout où c'est possible.

(A partir du 12 décembre au Seine : 10 rue Frédéric Sauton, Paris 5e, métro Maubert-Mutualité).

Gérard CARAMARO

Prix du festival de Chicago, sélection des festivals de Manheim, Deauville et Edimbourg.

Démons de midi

de Christian Paureillhe

François Morot,, la quarantaine, ancien cadre, chômeur, divorcé, s'aperçoit que toutes les valeurs sur lesquelles il a misé, sont des conneries. Fini les conneries, les emmerdes et le reste...

Part en voiture sur les routes, ayant pas beaucoup d'argent, commence à piquer, prend des gens en stop, rencontre une comédienne pas mal aussi point de vue déprime, accepte l'aventure. Le besoin de fric se fait sentir, hold-up inévitable, les caisses d'un super-marché en font les frais, prennent la fuite à l'étranger.

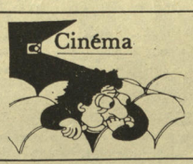
Après certains différends, il se retrouve seul dans un square à Barcelone, à faire rire les gens à l'aide de masques, pétards et confettis, comme un clown qui fait sa dernière représentation, tout en sachant qu'il n'y a pas d'issue possible à moins d'embrasser la mort pour en finir avec cette galère.

Pierre Mondy, dans ce film, est surprenant, habitué (enfin moi) à le voir jouer dans des rôles débiles, là il nous fait voir qu'il connaît son métier, et quand on le lui demande, sait le faire.

Sylvie Coste, sa compagne de route, est très bien, en plus elle a écrit le scénario.

Un film sur le désespoir. Pessimiste bien sûr, mais comme je n'écris pas pour l'Huma, je peux en dire du bien, et le conseiller.

Pascal BRU



Le ciné-club du 19 juillet
7 rue du Muguet à Bordeaux
propose à 21 h un film-débat
LE SAMEDI 15 DECEMBRE
LA SOUDAINE RICHESSE DES PAUVRES GENS DE KOMBACH
1970 R.F.A. V. SCHLONDORFF

SOUTENEZ LE MONDE LIBERTAIRE

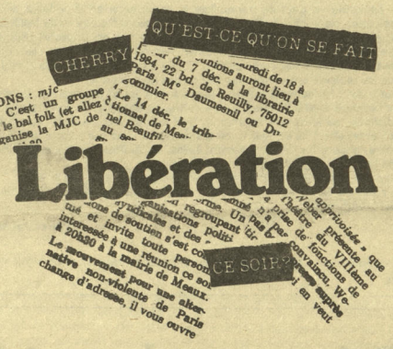
Il était une fois Libé

Au royaume des muets...

...le bègue est roi !

Au début de l'année 1973, quand les premiers numéros de *Libération* firent timidement leur apparition à l'étalage des kiosques, rares étaient ceux qui lui donnaient une chance de durer. La condescendance était de règle à l'égard de ce quotidien loqueteux qui affichait tout haut sa volonté de conjuguer l'information à un temps qui avait disparu depuis longtemps de la grammaire journalistique : celui de la vérité. Sans argent, sans publicité, avec pour tout bagage l'insolence et une équipe rédactionnelle de bric et de broc, le résultat ne faisait pas l'ombre d'un doute. Trois petits pas sur la scène d'une presse aux ordres du profit ou d'un parti... et puis !

A la vérité, tout concourait à faire de l'expérience *Libération* un échec, à commencer par *Libération* lui-même. Le canard était triste, mal fagoté, empêtré jusqu'à plus soif dans un populisme rabâcheur et manichéen. En un mot comme en cent, il fallait s'accrocher pour le lire et ne pas le lire pour y croire. Et pourtant !



Malgré le handicap du manque d'argent et la misère de sa prose, *Libération* possédait un atout dont ne disposaient pas ses confrères. Un atout maître s'il en est : celui d'être porté par l'espoir. Lancé par une souscription, *Libération* représentait, en effet, pour tous ceux qui ne se résignaient pas à l'anonymat où les avait rejeté un printemps trop bref, l'espoir d'une information libre. Mieux, *Libération* devait être à leurs yeux ce journal de la France des luttes qui avait tant fait défaut à la nouvelle jeunesse de la révolte : le haut-parleur des sans-grades de la révolution. Une propriété collective, en quelque sorte !

Sur ces bases, *Libé* n'était en fait pas aussi mal parti qu'il en avait l'air. A coup de souscriptions et de galas, ses lecteurs allaient lui permettre de tenir jusqu'à l'objectif sans cesse repoussé de l'équilibre financier. En lui témoignant une confiance aveugle, pleine d'indulgence à l'égard de sa pauvreté de forme et de fond, ils allaient lui laisser le temps de s'améliorer au fil des numéros, de se paufiner un style. Aujourd'hui, après une traversée du désert de plusieurs années où *Libération* fut littéralement porté à bout de bras par la nébuleuse anti-autoritaire issue de mai, le résultat est là, surprenant à plus d'un titre. Le journal se vend de plus en plus (aux alentours de 40 000 exemplaires). Il est devenu une référence, une bouffée d'air pur dont on pourrait difficilement se passer, vu l'atmosphère empuantie où s'épanouit une presse qui fait d'autant plus de tapage qu'elle n'a rien à dire sur l'essentiel.

Alors, *Libé* un succès ! La preuve par neuf qu'un journal n'est pas obligé de ramper pour être viable ! Sans aucun doute ! Mais ne s'agit-il que de cela ?

Un livre vient de sortir (1) qui raconte l'histoire de *Libé*, et le moins qu'on puisse dire est qu'il fait déjà grincer quelques dents... à *Libération*. Gérard Dupuy, en termes haineux (*Libé* du 15 novembre) et Robert Maggiori, avec un peu plus de subtilité (*Libé* du 23 novembre), s'acharnent à le mettre en pièces. Vieilles chimères, anciennes querelles ; mélange de contes de fées, de western spaghetti et de permis d'inhumer ; complaisance suspecte à l'égard de ceux qui se sont mis en congé de *Libé* en 1974... tout y passe, de l'insulte à l'insinuation, pour fustiger l'impertinent. L'apothéose, c'est quand même le mec Dupuy qui se permet de réprimander paternellement les éditions du Seuil, « maison habituellement respectable », pour avoir publié ce livre hérétique. On croit rêver !

Visiblement, les nerfs de *Libé* ont lâché, et pas besoin de s'appeler Maigret pour comprendre que quelque chose dérange bougrement dans le livre de Samuelson. Quelque chose qui n'a, bien entendu, rien à voir avec le parti pris énonté de l'auteur pour certains ex-collaborateurs de *Libé*. Quelque chose de sérieux et de grave qui ressemble, à s'y méprendre, à une grande baffe dans la gueule du self-control de *Libé*.

En effet, malgré son incapacité flagrante à rendre crédible son analyse de *Libération*, Samuelson pose cependant un certain nombre de problèmes de fond, au premier rang desquels figure celui du bilan de *Libération*. Un bilan que curieusement *Libé* ne s'est jamais risqué à faire. « Grave est cette anomalie : le vide du passé de *Libération*, sa HONTE à se souvenir de lui-même. De ceux qui contribuèrent à lui donner vie. Cette amnésie chronique rappelle la détestable habitude des pays privés de liberté où l'on n'hésite pas à gommer les personnages déchus sur les photos officielles ». En d'autres termes, il est des silences qui en disent long ; des silences où les départs successifs d'un certain nombre de journalistes, le décalage fantastique entre les espoirs du début et la réalité d'aujourd'hui, l'accaparement de la parole par de soi-disant spécialistes, le désenchantement des lecteurs de la première heure... occupent, comme par hasard, une place de choix ; des silences qu'il importe de rompre pour que jamais plus les révoltés de demain ne se fassent escroquer, comme nous l'avons été, par *Libé* ou son frère.

Veuves maos, pour reprendre goût à la vie, souhaitent prendre contact avec petit peuple de la révolte... style Libé.

Après 68, le mouvement maoïste s'essayait contre vents et marées à faire ressurgir des « évènements » auxquels, à l'évidence, il n'avait pas compris grand chose. Avec un cœur gros comme ça et une analyse politique du genre : les bons d'un côté, les méchants de l'autre, ils se proposaient de mettre à bas le vieux monde sur l'air grandiloquent de la nouvelle résistance populaire. « Chaud, chaud, chaud, l'été sera chaud » clamaient les marxistes-léninistes à la mode Lucky Luke, avant de commencer à prendre conscience que, pour faire la révolution, s'il était nécessaire d'y croire, cela était loin d'être suffisant. De désillusions en désespérances, le maoïsme allait alors entamer sa longue marche vers l'auto-destruction. Derniers coups de griffes de ces forcenés de l'activisme, la création d'une agence de presse, l'agence de presse Libération, et dans la foulée, le projet d'un quotidien. Surprise ; entre des maos en instance de divorce avec leur idéologie et le « populo », le courant se mettait soudain à passer. L'idée d'un journal des luttes fait par ses lecteurs, séduisait le magma informel des soixante-huitards en mal d'espoir. Un manifeste tonitruant voyait le jour, Sartre et Clavel montaient en première ligne, une souscription était lancée, *Libération* était né.

Libé, l'espoir !

Pour bien comprendre l'extraordinaire mobilisation qui s'est effectuée autour du projet *Libération*, il suffit de relire le manifeste de *Libé*. « Il est temps que paraisse un quotidien démocratique. Il est temps que les grèves ouvrières, les souffrances, les choses de la vie des gens, ne soient plus bafouées et manipulées par ces hommes de pouvoir d'autant plus puissants qu'ils sont plus cachés : les magnats de la presse quotidienne... Depuis 68, nous avons rêvé d'une information vraie, d'une critique quotidienne de la vie quotidienne, d'une information qui n'hésite pas à intervenir dans les domaines sur lesquels la population est encore divisée (racisme, famille, sexualité)... Un quotidien démocratique est aujourd'hui possible. N'a-t-on pas la preuve qu'avec des armes de pauvres, on peut résister aux bombardiers géants... Au quotidien, travailleront des gens qui n'ont pas tous les mêmes opinions. Il y aura donc des divergences et elles s'exprimeront publiquement dans le journal.... Nous ne dissimulerons pas les crises qui surgiront dans le quotidien... Le quotidien s'appuiera, tant pour la rédaction que pour la diffusion, sur des bureaux d'information dans les régions, les localités... ».

Bref, tout ce qui pouvait séduire la jeunesse de mai et de l'après-mai, se trouvait condensé dans ce manifeste. Le grand rêve continuait. On allait se battre pour avoir un journal qui gueulerait la vérité, qui se ferait systématiquement l'écho des luttes (celles de l'usine et celle du quotidien), qui exprimerait des points de vue divers, qui ne tairait pas ses problèmes et les crises qu'il serait amené à traverser, qui serait rédigé en grande partie par ses lecteurs.

« L'inévitable dérive entre les intentions originelles et le contact avec la réalité »(2)

Comme on peut aisément s'en douter, les débuts de *Libération* furent difficiles. Constamment au bord du gouffre, pratiquement sans argent, fabriqué dans une ambiance de psycho-drame, *Libération* ne dut son salut qu'à ses lecteurs qui se dépensèrent sans compter pour lui, pour lui maintenir la tête hors de l'eau. On lui pardonnait tout à ce canard. On lui sacrifiait tout également. C'était notre journal, et il était hors de question qu'il puisse boire le bouillon.

Au fil des mois, les belles paroles du début firent cependant peu à peu place à des propos d'un autre genre. Le tourbillon démocratique qui ballotait *Libé* de crises en règlements de compte, usait les hommes à la vitesse grand V. Et puis, pour fabriquer tous les jours un canard, il devenait de plus en plus évident que l'amateurisme voire l'incompétence étaient loin d'être les solutions idéales. A moins de se complaire dans l'incohérence et la médiocrité. Si *Libération* voulait devenir un journal de qualité, il lui fallait remettre un peu d'ordre dans sa manière de fonctionner. Dans cette situation de remise en cause où tous ceux qui participaient à *Libé*, se déchiraient à pleines dents, des hommes émergèrent qui supportèrent tout le poids de la machine quand il lui arrivait d'avoir des ratés. Leurs motivations étaient trempées dans l'acier. Leurs ambitions étaient avouées. Conscients de leur poids grandissant et du rôle moteur qui était le leur, ils engagèrent alors *Libé* sur la voie de la « rationnalisation » et de la spécialisation. July fut de ceux-là.

Insensiblement une mutation s'opérait à l'intérieur de *Libé*. Le professionnalisme montrait timidement son nez, la lutte pour le pouvoir se faisait âpre au sein de l'équipe... la distance avec les lecteurs grandissait. Comme par hasard, le journal commençait à s'affranchir de la dépendance financière qui était la sienne à l'encontre des lecteurs. Jacques Billières et Jean-Louis Péninou arrachaient aux NMPP une avance sur recettes de 47 millions de centimes. A la demande d'Henri Smadja pour Combat, une prime de solidarité aux petits journaux politiques avait été adoptée en son temps par la coopérative des quotidiens de Paris. Cette règle qui allouait une ristourne de 23,5% sur le coût de la diffusion des journaux dont le chiffre de vente n'excédait pas 25 000 exemplaires, allait permettre à *Libé* de réaliser brutalement une économie de 74 millions de centimes. La boucle était bouclée. Des spécialistes allaient prendre possession du journal. *Libé* allait pouvoir acquérir la cohérence après laquelle il courait, se paufiner un style. De nombreux collaborateurs partirent en claquant la porte, emportant avec eux le brin de folie qui avait fait, un temps, le charme du canard. Pour les nostalgiques de la vitalité démocratique du début, restait le courrier des lecteurs ; pour les luttes, l'aumône de la rubrique agit-prop et pour les autres le foutoir des petites annonces. La vie s'était figée à *Libé*. Le rêve de July se réalisait : *Libé* était devenu un France-Soir rouge ; les mauvaises langues parlant plus volontiers d'un France-Dimanche rose !

Libé aujourd'hui : un canard misérablement moins pire que les autres !

On le voit, la réalité présente de *Libé* comporte un incontestable arrière-goût d'escroquerie. Toute la mouvance anti-autoritaire issue de mai qui avait cru aux bonnes paroles d'un quarteron de maos en rupture de foi, a finalement servi de marche-pied et de cochon de payant aux ambitions de certains. Pour ma part, si je déplore ce qui s'est passé, je n'attribue pas pour autant la responsabilité du résultat et du processus au seul « réalisme » froid de July et consorts. Ce serait un peu trop facile. Comme dit l'autre, quand il y a des chefs, cela signifie toujours qu'il y a également des moutons. Pour être plus clair, le flou artistique dans lequel s'est complu et se complait encore la révolte issue de mai, a laissé les mains libres à la maffia qui dirige aujourd'hui *Libé*, pour passer insensiblement du compromis à la compromission. Espérons que la leçon portera !

Pour le présent, *Libé* demeure un canard dont il est malheureusement difficile de se passer. Par rapport à une presse lèche-bottes et mange-merde, son insolence constitue un bol d'air frais quotidien. Ses titres racoleurs, les sujets traités... tranchent avec la médiocrité ambiante. Que l'on ne s'y trompe pas cependant, le principal atout de *Libé* aujourd'hui, c'est essentiellement l'affligeante misère de ses concurrents. Les uns sont bâillonnés par le Capital qui les finance, les autres sont soumis aux diktats d'un parti. Dans les deux cas, ils rampent et le silence ou la déformation des faits leur tient lieu de ligne de conduite. Légèrement au-dessus du lot, on trouve bien *Le Monde* et *Le Matin*, mais le premier s'enfonce toujours davantage dans l'élitisme d'une prétendue objectivité incapable de saisir les faits autrement qu'avec des pincettes, et le second s'époumone à courir après l'originalité. Dans ces conditions, pour qui achète la presse quotidienne, difficile de boycotter *Libé*. De toute façon, cela ne changerait rien au problème.

Libé a prouvé, dans le contexte d'une presse en crise, qu'il était possible et fiable de faire son journal faisant passer sur l'actualité le souffle vivifiant de la révolte et de l'espoir. Si aujourd'hui, et pour tout un tas de raisons, il se trouve réduit à n'être plus qu'un canard seulement moins pire que les autres, cela signifie tout bêtement que l'espace qu'il a occupé un instant, le temps d'une escroquerie, est de nouveau libre. Vous voyez ce que je veux dire !

Jean-Marc RAYNAUD

●●●

(1) « Il était une fois Libé » par F.M. Samuelson, éd. Seuil.
(2) Dixit Gérard Dupuy, précédemment nommé.

souscrivez... abonnez-vous... souscrivez... abonnez-vous... souscrivez.